

**Assemblée générale**

Distr. générale
19 octobre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 124 de l'ordre du jour

**Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions****Lettre datée du 11 octobre 2017, adressée au Secrétaire général
par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la Déclaration politique pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies, qui a été présentée lors d'une réunion de haut niveau tenue le 18 septembre (voir annexe).

Les 132 États Membres signataires y affirment qu'ils appuient fermement l'initiative que vous avez prise de mener une réforme concrète et cohérente de l'Organisation afin de l'adapter aux réalités actuelles. L'Allemagne, le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'Indonésie, le Japon, la Jordanie, le Niger, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, le Sénégal, la Slovaquie, la Thaïlande et l'Uruguay sont les auteurs de la Déclaration, qui a été approuvée par les pays dont la liste figure en annexe. Dans ce texte, nous apportons collectivement notre soutien à l'action entreprise pour donner corps aux grandes priorités de la réforme et souhaitons que vous meniez celle-ci à bonne fin.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 124 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Nikki R. Haley



Annexe à la lettre datée du 11 octobre 2017, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Déclaration politique adoptée à la réunion de haut niveau consacrée à la réforme de l'Organisation des Nations Unies¹

Nous remercions le Secrétaire général, M. Guterres, de donner suite aux engagements qu'il a pris en vue de réformer en profondeur la gestion de l'Organisation et les activités qu'elle mène dans les domaines de la paix et de la sécurité, ainsi que du développement. Nous, soussignés, États Membres de l'Organisation des Nations Unies, déclarons par la présente notre attachement aux principes énoncés ci-après, appuyant ainsi l'initiative prise en toute transparence par le Secrétaire général de mener une réforme concrète et cohérente de l'Organisation afin de l'adapter aux réalités actuelles.

Premièrement, nous déclarons que nous avons toute confiance dans les initiatives réformatrices du Secrétaire général et l'encourageons à mener la réforme de l'Organisation.

Deuxièmement, nous nous engageons à renforcer les liens de partenariat et la confiance entre les États Membres et entre eux et le Secrétariat de façon à appuyer la réforme entreprise pour rendre l'Organisation plus efficace et efficiente.

Troisièmement, nous nous engageons à aider le Secrétaire général à renforcer la collaboration entre les entités du système des Nations Unies afin d'améliorer l'exécution des mandats.

Quatrièmement, nous encourageons le Secrétaire général à poursuivre les réformes de gestion qui donnent des résultats tangibles et sont centrées sur la réalité du terrain.

Cinquièmement, nous nous engageons à soutenir les progrès que le Secrétaire général accomplira aux fins du renforcement du cadre de responsabilisation du système des Nations Unies en améliorant la transparence, en renforçant les dispositifs de contrôle et en faisant coïncider autorité et responsabilité.

Sixièmement, s'agissant des mandats, nous nous engageons à réduire les doubles emplois, la redondance et les chevauchements, notamment entre les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies.

Septièmement, nous nous engageons à soutenir le Secrétaire général pour ce qui est de doter l'Organisation de politiques de gestion des ressources humaines à même de continuer à attirer, former et retenir des fonctionnaires très performants, et de promouvoir la parité des sexes et la diversité géographique.

Huitièmement, nous appuyons le Secrétaire général en ce qui concerne le renforcement des fonctions de planification et de budgétisation de l'Organisation pour plus de transparence et de prévisibilité quant aux ressources nécessaires.

Neuvièmement, nous soutenons le Secrétaire général dans l'action qu'il mène pour transformer concrètement le système des Nations Unies et lui permettre d'être mieux adapté à l'action humanitaire, aux activités de développement et aux initiatives de pérennisation de la paix.

¹ Cette déclaration n'est pas juridiquement contraignante et n'emporte pas modification des obligations existantes des signataires au regard des dispositions applicables du droit international et de leur droit interne. Les signatures ci-après ont valeur d'engagement politique à haut niveau des États Membres représentés.

Dixièmement, nous estimons que chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement économique et social, mais aussi que l'Organisation des Nations Unies a un rôle à jouer en tant qu'espace de partenariat au service du développement durable à l'échelle mondiale.

Délégations signataires de la Déclaration politique pour la réforme de l'Organisation des Nations Unies

Albanie
Algérie
Allemagne
Andorre
Arabie saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Bahamas
Bahreïn
Bangladesh
Belgique
Bénin
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Brunei
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Canada
Chypre
Colombie
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Danemark
Djibouti
Égypte

Émirats arabes unis
Érythrée
Espagne
Estonie
Éthiopie
Ex-République yougoslave de Macédoine
Finlande
France
Gambie
Géorgie
Grèce
Guinée équatoriale
Haïti
Honduras
Hongrie
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iraq
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Kiribati
Koweït
Lettonie
Liban
Libéria
Libye
Liechtenstein

Lituanie
Luxembourg
Malaisie
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Mauritanie
Mexique
Micronésie (États fédérés de)
Monaco
Mongolie
Monténégro
Myanmar
Namibie
Népal
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman
Ouganda
Ouzbékistan
Palaos
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Qatar
République de Corée
République de Moldova
République dominicaine

Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Rwanda
Sainte-Lucie
Saint-Marin
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Samoa
Sénégal
Serbie
Seychelles
Slovaquie
Slovénie
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Suède
Suisse
Tchéquie
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Tunisie
Turquie
Tuvalu
Ukraine
Uruguay
Vanuatu
Viet Nam
Yémen
